

L'après-coronavirus reste en coulisse

BERNE Il serait étonnant que le Conseil fédéral évoque publiquement la fin de la crise, craignant un laisser-aller.

PAR PHILIPPE BOEGLIN



Les syndicats patronaux comme les ouvriers, ainsi que les partis bourgeois demandent au Conseil fédéral d'élaborer des plans pour relancer la machine économique. Keystone

Le pic de l'épidémie de coronavirus n'est pas atteint, mais les milieux patronaux et les partis bourgeois UDC et PLR demandent déjà au Conseil fédéral des scénarios de sortie des restrictions actuelles. Ils ne sont pas seuls: à gauche, l'Union syndicale suisse appelle aussi à des propositions. Le gouvernement continuera d'en parler ce mercredi, lors de sa séance. Mais il serait fort surprenant qu'il échafaude publiquement la levée des limitations imposées jusqu'au 19 avril, indiquent divers initiés.

S'il levait un coin de voile sur l'après-épidémie, il pourrait inciter indirectement la population à relâcher sa vigilance, et par là même le respect des interdictions de rassemblements. D'autant que le week-end de Pâques se rapproche et connaîtra une météo favorable. Les ministres veulent l'éviter, et n'en ont pas fait mystère lors de leurs dernières apparitions. Le conseiller fédéral en charge de la Santé, Alain Berset, a ainsi répété à l'envi que la Suisse se trouvait en plein marathon, et que la ligne d'arrivée n'était pas en vue. «Si tout le monde se laisse aller, on risque d'être frappé par une vague encore plus forte, que les hôpitaux auraient de la peine à supporter», résume un fonctionnaire fédéral. «C'est irresponsable de réclamer des plans de sortie maintenant», assène-t-il.

La voie autrichienne

Que l'on se comprenne bien: les réflexions tournent à plein dans l'administration fédérale au sujet de relances progressives de la machine économique et des écoles. Mais cela se cantonne aux coulisses, où divers scénarios sont discutés. Rouvre-t-on les commerces et restaurants d'abord? Puis les écoles? Quand les manifestations sportives et culturelles pourront-elles reprendre? «La sortie de crise sera difficile à mettre en place, et je suis étonné de la rapidité avec laquelle certains la réclament», remarque le conseiller d'Etat neuchâtelais Laurent Kurth

(PS). «Va-t-on procéder par type d'activités, par public, tester les gens pour voir la part de personnes infectées?»

L'Autriche a montré une voie possible en dessinant, hier, son après-confinement. En Suisse, la santé publique jouera aussi le rôle principal, ont assuré plusieurs dirigeants politiques. Et le retour à l'école ne fera pas exception. «Nous dépendons de l'analyse sanitaire. C'est le virus qui donne le rythme. Et ce n'est pas la fin de la crise», souligne Jean-Pierre Siggen (PDC), conseiller d'Etat en charge de l'Instruction publique dans le canton de Fribourg, et membre du comité de la Conférence des directeurs cantonaux (CDIP).

«Prématuré»

A entendre un fonctionnaire d'un autre canton, la majorité des cantons n'envisage guère un recommencement imminent de l'enseignement en classe, suspendu jusqu'au 30 avril. «C'est prématuré aux yeux de beaucoup», indique-t-il. «Les priorités résident, pour l'instant, dans l'organisation des examens pour les apprentis et les gymnasiens.» Un canton alémanique pressait pour redémarrer dès le début mai, mais il a été clairement balayé au sein du comité de la CDIP.

Il n'empêche que le corps enseignant souhaiterait revoir ses têtes blondes avant la fin de l'année scolaire, qui, pour rappel, sera validée. «Nous souhaitons pouvoir reprendre l'école avant les vacances d'été, pour faire le point avec les élèves et préparer la prochaine rentrée scolaire. Mais nous suivrons évidemment les décisions du Conseil fédéral», rapporte Samuel Rohrbach, président du Syndicat des enseignants romands.

Le meilleur arbitrage

Plusieurs critères devront être réunis pour revenir à la normale. La courbe des infections au coronavirus devra s'inscrire en décroissance constante sur plusieurs jours. Et des mesures d'accompagnement sont imaginées par les scientifiques. «Un scénario pourrait reposer sur une augmentation massive des tests, et le port du masque dans certains groupes de population», évoquait, la semaine dernière, Matthias Egger, président de la task-force scientifique qui appuie le Conseil fédéral.

Celui-ci devra trouver le meilleur arbitrage entre réalités épidémiques et économiques. Pour l'instant, les ministres seraient soudés autour de l'idée de donner la priorité aux données sanitaires, entend-on. A vérifier lorsque la courbe des infections faiblira.